



Commune  
de  
Maussane les Alpilles

ARRÊTÉ 2024/060

**AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC. A compter du 10 juin 2024 et pour une durée de 12 jours calendaires. Sarl CG CONSTRUCTION représentée par Monsieur Cédric GRAVIER. Installation d'un échafaudage et autorisation de stationnement d'un véhicule de chantier au droit du chantier sis 8 rue des Fleurs.**

Le Maire de Maussane les Alpilles,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2212-1, L2212-2, L2212-5 et L2213-1,
- Vu le Code de la Route et notamment ses articles R411-21-1 et R411-25,
- Vu l'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'ensemble des arrêtés municipaux portant réglementation de la circulation et du stationnement sur le territoire de la Commune,
- Vu la demande présentée par la Sarl CG CONSTRUCTION représentée par Monsieur Cédric GRAVIER, reçue le 22 mai 2024, sollicitant l'autorisation d'installer un échafaudage et faire stationner un véhicule de chantier, pour une réfection de façade à l'identique sis 8 rue des Fleurs,
- Considérant qu'il y a lieu de garantir la sécurité publique pendant la durée des travaux,

## A R R Ê T É

**Article 1<sup>er</sup>** : La Sarl CG CONSTRUCTION représentée par Monsieur Cédric GRAVIER est autorisée à compter du 10 juin 2024 et pour une durée de 12 jours calendaires à :

- installer un échafaudage, rue des Cigales au droit du chantier, laissant une circulation alternée
- faire stationner un véhicule de chantier au droit du 8 rue des Fleurs, rue bloquée.

**Article 2** : La présente autorisation est accordée à charge pour le bénéficiaire de se conformer aux dispositions suivantes :

- 1°) L'installation devra comporter un passage piéton protégé des projections et chutes de matériaux.
- 2°) L'installation devra comporter sur toute la hauteur un dispositif de protection pour éviter les projections sur la voie publique.
- 3°) L'installation ne devra pas dépasser les dimensions suivantes :  
Hauteur : 8m, Longueur : 18 m, largeur : 1,20m.
- 4°) L'installation devra être posée de façon à ne pas entraver le libre écoulement des eaux, l'accès aux installations de sécurité ou de protection civile, ainsi que le passage des piétons.
- 5°) L'installation devra être signalée de jour comme de nuit.

6°) Les permissionnaires ont la charge et la responsabilité de la signalisation de l'installation. Ils sont également responsables des accidents pouvant survenir du fait de son installation.

**Article 3** : Les permissionnaires devront s'acquitter la taxe d'occupation du domaine public dont les tarifs ont été fixés comme suit : 1<sup>er</sup> mois d'occupation gratuit, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> mois : 190,20 euros par mois, 4<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> mois : 380,10 par mois, en cas de non-respect du délai de 6 mois, astreinte de 59,40 euros par jour.

**Article 4** : Les permissionnaires devront prendre toute disposition utile afin d'éviter toute nuisance aux riverains à cause de la poussière et des projections de gravats.

**Article 5** : Dès l'achèvement des travaux, les permissionnaires devront enlever tous décombres et matériaux, réparer tous dommages éventuellement causés, et rétablir à leurs frais, après avis donné 3 jours à l'avance à la Mairie, la voie publique et ses dépendances dans leur état initial. Cette remise en état fera l'objet d'un procès-verbal de recollement.

**Article 6** : Les permissionnaires supporteront sans indemnité la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence de travaux effectués par l'administration à l'intérieur de la voie.

**Article 7** : La présente autorisation est pour tout ou partie révocable à tout moment, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non-respect par les permissionnaires des conditions énoncées aux articles ci-dessus.

**Article 8** : Sans préjudice de la révocation de l'autorisation, les permissionnaires pourront être poursuivis pour contraventions de voirie, s'ils ne se conforment pas aux prescriptions imposées.

**Article 9** : La Police Municipale de Maussane les Alpilles et Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie des Baux de Provence sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 10** : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie des Baux de Provence,
- Madame le Chef de Centre des Sapeurs-pompiers de la Vallée des Baux,
- La Police Municipale de Maussane les Alpilles,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux,
- La Sarl CG CONSTRUCTION représentée par Monsieur Cédric GRAVIER.

Maussane les Alpilles le 27 mai 2024.

Le Maire,

Publication site internet mairie le : 29/05/2024.

Jean-Christophe CARRÉ



*Délai et voie de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille (31, rue Jean-François Leca 13235 MARSEILLE Cedex 2) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.*